

# **BORDEREAU D'ENVOI**

**Nom de la collectivité :**

**Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau (SYMCRAU)**  
20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud  
13800 ISTRES

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE

Tél : 04.42.56.64.86

Mail: [contact@symcrau.com](mailto:contact@symcrau.com)

Liste des pièces adressées le

10 OCT. 2017

A

**Monsieur le Sous-Préfet d'Istres**

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
<b>Délibération :</b> Avis du SYMCRAU sur la SOCLE du bassin Rhône Méditerranée Corse	<b>N° 23/17</b>	<b>5 octobre 2017</b>

Fait à Istres le

10 OCT. 2017

Le Président du SYMCRAU,

Louis MICHEL



**ACCUSE DE RECEPTION :**

Déposé en Sous Préfecture d'Istres le :

(tampon dateur de la sous-préfecture)  
Sous-Préfecture d'Istres

12 OCT. 2017

Courrier arrivé

# ***Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau***

## **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**N° 23/17**

**Objet de la délibération : Avis du SYMCRAU sur la SOCLE du bassin Rhône Méditerranée Corse**

L'an deux mille dix sept  
et le 5 octobre  
le Comité Syndical du Syndicat Mixte  
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
régulièrement convoqué s'est réuni  
en nombre prescrit par la loi  
sous la présidence de Monsieur Louis MICHEL

### **Étaient présents :**

➤ **Membres à voix délibérative :**

Mme Martine ARFI, M. Gérard BARTOLI, M. Jean-Michel BOCOgnANO, Mme Marylène BONFILLON, M. Vincent BONFILLON, Mme Agnès BRUNET, Mme Aline CIANFARANI, M. Alain DERVIEUX, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M. Louis MICHEL, M. Olivier MICHEL, M. Michel MILLE, Mme Marie-France SOURD, Mme Céline TRAMONTIN, M. Louis TRONC.

➤ **Membres à voix consultative :**

Monsieur Xavier DUFOR

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 16 Procuration : 0 Membres à voix délibérative (présents + procurations) : 16
--

**Secrétaire de séance : Madame Mireille HENRY**

**Rapporteur : Monsieur le Président**

Les lois de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (Loi MAPTAM du 27/01/2014) et de Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe du 8/08/2015) favorise la spéciation de chaque catégorie de collectivités et refonde l'ensemble des prérogatives des collectivités entraînant dans le domaine de l'eau deux réformes majeures explicitées ci-après.

Dans ce contexte et pour accompagner les collectivités dans leur structuration, l'association des Maires de France a souhaité qu'une Stratégie d'Organisation des Compétences Locales sur l'Eau soit définie à l'échelle de chaque grand bassin hydrographique. Dans ce cadre, le SYMCRAU a été sollicité pour donner son avis sur la SOCLE du Bassin Rhône Méditerranée.

L'avis sur cette SOCLE ci-joint détaille la progression apportée par les réformes consécutives aux lois NOTRe et MAPTAM dans la politique publique de l'eau de manière générale en France, pointe les carences législatives encore existantes dont en particulier la gestion des ressources en eaux souterraines. Le point de vue du SYMCRAU formule également des propositions visant une évolution législative à moyen terme et un complément de la Stratégie d'Organisation des Compétences Locales sur l'Eau du Bassin Rhône Méditerranée à court terme.

## 1) Des carences à l'échelle nationale à combler par une évolution législative : des propositions pour le moyen terme

Les réformes engendrées par les lois NOTRe et MAPTAM dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques marquent une avancée majeure en la plaçant de manière transversale au cœur des politiques publiques, en créant le débat et en dotant certains gestionnaires de moyens financiers et d'une reconnaissance institutionnelle :

- ✓ La création dès 2018 d'une compétence obligatoire et exclusive rattachée à l'échelon local (EPCI-FP<sup>1</sup>) pour la Gestion des milieux aquatiques et la Protection des Inondations (GEMAPI) avec :
  - Un levier financier par la création d'une taxe facultative, affectée dont l'instauration et le niveau est défini par les EPCI-FP. Il s'agit donc bien d'un choix à l'échelle locale même si la notion d'adéquation entre le périmètre administratif et le périmètre hydrographique se pose ici (notion de bassin versant).
  - Une reconnaissance institutionnelle renouvelée à travers le renforcement du rôle des EPAGE<sup>2</sup> et EPTB<sup>3</sup> apportant à la fois une meilleure lisibilité sur les territoires et avec les partenaires institutionnels et financiers mais aussi en apportant un cadre législatif facilitant la prise en compte des avis des gestionnaires sur les plans, programmes et projets.
- ✓ L'homogénéisation de l'exercice de la compétence « eau potable » et « assainissement » à l'échelon intercommunal (EPCI-FP)

Malgré ces avancées considérables, la GEMAPI ne concerne que 4 alinéa sur les 12 de l'article L211-7 du code de l'Environnement qui définit les compétences que peuvent exercer les collectivités territoriales et leurs groupements dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques. Ainsi, certaines compétences pourtant fondamentales telles que la gestion durable des eaux souterraines en vue de l'alimentation en eau des populations et en lien avec les thématiques prioritaires des SDAGE<sup>4</sup> (gestion quantitative (EVP, ZRE, PGRE), la préservation des ressources stratégiques, lutte contre les pollutions diffuses,... correspondant à l'alinéa 7 du L211-7 CE<sup>5</sup> et au L211-1) demeurent des compétences facultatives et partagées.

Ainsi, les réformes consécutives aux lois NOTRe et MAPTAM laissent la faculté d'exercer ou non les compétences de gestion des eaux souterraines et plus largement de gestion de la ressource en eau (alinéas 7 de l'article L211-7 du CE), à l'appréciation des politiques locales sans cadre commun, de contenu de ces compétences, de moyens, de reconnaissance et de responsabilité. De fait, bien que régulièrement affichée comme prioritaire, la mise en œuvre concrète progresse peu et les territoires sont traités de manière hétérogène. En outre, les compétences ci-dessus évoquées sont dites « partagées » c'est-à-dire qu'elles peuvent être exercées à toutes les échelles laissant un sentiment de non responsabilité.

**Malgré les enjeux prioritaires que revêt la préservation du potentiel des ressources souterraines en France pour l'alimentation en eau potable des populations et le maintien des activités économiques sur les territoires, la gestion des aquifères est régulièrement reléguée au second plan par oubli de moyens, de reconnaissance et d'outils réglementaires dans la politique nationale de l'eau.**

Quelques territoires, se sont organisés pour exercer ces compétences de gestion intégrée des eaux souterraines à travers des syndicats mixtes dédiés (c'est le cas du SYMCRAU), des syndicats de production d'eau potable ou de rivière ou encore à l'échelon départemental. Les structures ayant engagé une politique volontaire de gestion des eaux souterraines sont régulièrement confrontées à des difficultés ci-après détaillées, de nature à limiter l'efficacité des politiques engagées et à en remettre en question la pérennité:

<sup>1</sup> Etablissement Public de Coopération Intercommunal à Fiscalité Propre : Communauté de Communes et d'Agglomération, Métropole

<sup>2</sup> Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux : label reconnaissant les établissements publics exerçant de manière exhaustive la GEMAPI et assurant la maîtrise d'ouvrage sur les sous-bassins versants

<sup>3</sup> Etablissement Public Territorial de Bassin : label reconnaissant une mission de coordination à l'échelle d'un bassin versant

<sup>4</sup> Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux: instrument de planification qui fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et le respect des objectifs environnementaux

<sup>5</sup> Code de l'environnement

- ✓ Un manque de reconnaissance institutionnelle dans le cadre des autres politiques ayant un impact sur la gestion de la ressource, notamment en matière d'aménagement du territoire. Ceci alors que la question de la ressource en eau est fondamentale pour l'équilibre et le développement économique des territoires...
- ✓ L'absence de moyens financiers dédiés :
  - Limitant la capacité de mobilisation des élus locaux sur ces questions et à constituer des équipes techniques suffisantes en nombre,
  - Soumettant le déploiement opérationnel des actions au calendrier électoral et à une vision financière à court terme pour bâtir une politique dont les efforts et les résultats doivent être appréhendés sur le long terme.

L'absence de moyen dédié entraîne nécessairement une vulnérabilité quant à la pérennité de l'exercice de cette compétence déjà facultative et partagée et donc, pose questions quant au bon usage des quelques deniers publics investis. Ce manque de visibilité financière entraîne également des embauches temporaires pour les agents et une précarisation des emplois.

- ✓ Des carences réglementaires dans le déploiement des outils : le cas des Etudes Ressources Stratégiques illustre parfaitement cette situation. Pour l'aquifère dit « stratégique », la délimitation des zones de sauvegarde par une étude ad oc est rendu obligatoire par le SDAGE. Les zones de sauvegardes une fois définies prennent un caractère réglementaire dès lors de leur délimitation est intégrée dans le SDAGE mais les leviers réglementaires et incitatifs sont particulièrement minces pour mettre en œuvre des mesures opérationnelles de préservation.

Au vu des enjeux de préservation des usages de l'eau pour les populations actuelles et futures et afin d'atteindre les objectifs environnementaux fixés à l'échelle nationale ou des bassins (gestion quantitative, de lutte contre les pollutions, adaptation au changement climatique), des mesures doivent être prises visant à créer les conditions favorables à la mise en œuvre généralisée d'une gestion intégrée des eaux souterraines à l'échelle des bassins hydrogéologiques.

Ces mesures pourraient être :

- ✓ **La création d'une compétence obligatoire GIREs (Gestion Intégrée des Ressources en Eau Souterraines) et spécifique, qui rendrait l'exercice de l'alinéa 7 du L211-7 susmentionné obligatoire. Cette compétence serait affectée aux EPCI-FP et comprendrait à minima la gestion quantitative et qualitative des ressources (L 211-1 CE);**
- ✓ **La définition de moyens dédiés**
  - Soit par l'élargissement de la taxe GEMAPI à cette compétence GIREs pour former une taxe conjointe dont la mise en œuvre serait définie à l'échelle locale partitionnée entre la GEMAPI et la GIREs,
  - Soit par une dotation de l'Agence de l'eau identifiée réglementairement,
  - Soit par un autre système à imaginer
- ✓ **Un label dédié aux gestionnaires exerçant cette compétence par la clarification et l'homogénéisation des « EPTB de nappe » ou l'élargissement des EPAGE;**

Ces mesures devront respecter des principes généraux afin de conserver les gouvernances déjà en place et garantir l'efficacité et de la structuration de nouvelles :

- ✓ Mettre en œuvre une gestion intégrée par périmètre hydrogéologiquement cohérent (et non par périmètre administratif),



- ✓ Adapter le mode gouvernance au contexte institutionnel local : la compétence « Protection et la conservation des eaux souterraines » peut être mise en œuvre par un Syndicat dédié, par un Syndicat de rivière, par un syndicat d'eau potable ou encore par un EPCI-FP ou tout autre établissement public dont la réglementation et les statuts le permettent à condition que son périmètre administratif recouvre un périmètre hydrogéologiquement cohérent.
- ✓ Associer l'ensemble des acteurs concernés par la gestion de la ressource en eau

## 2) A court terme, compléter la SOCLE de bassin pour atteindre les objectifs sanitaires et environnementaux fixés dans le SDAGE

**Le projet de SOCLE Rhône-Méditerranée, en l'état actuel, se concentre sur la compétence GEMAPI et la compétence eau potable et assainissement qualifiées d'« enjeux principaux pour les trois prochaines années ».**

Au vu des enjeux ci-dessus évoqués que revêt la gestion des ressources en eau souterraine, de l'urgence à agir encadrée par les grands objectifs définis dans les SDAGE et du titre de l'exercice « Stratégie d'Organisation des Compétences Locales sur l'Eau », **le SYMCRAU propose que la SOCLE soit complétée afin d'intégrer une analyse et des propositions quant à la compétence « Protection et conservation des eaux superficielles et souterraines »** de l'alinéa 7 de l'article L211-7 du code de l'environnement. En effet, sans cette prise en compte de l'ensemble des enjeux de l'eau dès la stratégie de bassin, les stratégies locales, contraintes par un calendrier serré, risquent de se limiter à la GEMAPI, l'eau potable et l'assainissement, ce que nous constatons déjà sur les territoires. Ceci, sans aucune contrainte ni incitation à réviser les schémas locaux en vu d'un élargissement aux autres enjeux de l'eau. **Ainsi, le traitement détaillé de la compétence « Protection et la conservation des eaux souterraines » dans la SOCLE constitue un véritable enjeu pour la prise en main progressive de cette compétence à l'échelle locale visant l'atteinte des objectifs environnementaux en la matière et le respect des ambitions du SDAGE.**

Par ailleurs, le projet de SOCLE associe dans la définition de la compétence « eau potable » **« les actions relatives aux 269 captages prioritaires du Bassin-Rhône Méditerranée et participer à la protection des « zones de sauvegarde » au sein des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable »**. Or, sur ce point l'article L. 2224-7 du CGCT<sup>6</sup> qui définit la compétence « eau potable » parle de « *protection du point de captage* » alors que la définition et la préservation des zones de sauvegarde vise la gestion intégrée d'une ressource à court, moyen et long terme. La définition et la préservation des zones de sauvegarde nécessite une vision globale de l'aquifère pour appréhender l'ensemble des problématiques et des risques sur le plan quantitatif et qualitatif. L'exercice de cette mission doit donc se baser sur un périmètre hydrogéologiquement cohérent et non sur un périmètre administratif. **Ainsi, le travail à mener sur les zones de sauvegarde, bien qu'il nécessite une étroite collaboration avec les services d'eau potable, relève de l'alinéa 7 de l'article L211-7 CE soit de la compétence « Protection et la conservation des eaux souterraines ».** Cette analyse est confirmée par l'annexe à la note du **Ministre de l'environnement et du Ministre de l'Aménagement** en date du 7 novembre 2016 relative à la SOCLE (annexée au présent projet de SOCLE) et visant à expliciter précisément les missions qui entrent dans le champ de chacune des compétences sur l'eau.

A ce titre, le SYMCRAU appelle les modifications et compléments au projet de SOCLE, détaillés ci-après :

- ✓ Corriger l'analyse sur l'intégration des ressources stratégiques à la compétence eau potable pour les traiter dans la compétence « Protection et la conservation des eaux souterraines »,
- ✓ Ajouter un chapitre spécifique sur les « recommandations spécifiques » à la « Protection et la conservation des eaux souterraines » au sein duquel pourrait être notamment traités les ressources stratégiques, la gestion quantitative, la lutte contre les pollutions, et plus généralement l'ensemble des thématiques prioritaires affichées dans le SDAGE sur la gestion de la ressource en eau,
- ✓ Inscrire explicitement les principes généraux évoqués ci-dessus : gestion intégrée par périmètre hydrogéologiquement cohérent, adaptation du mode gouvernance au contexte institutionnel local, gestion concertée,
- ✓ Promouvoir la reconnaissance des gestionnaires exerçant la compétence « Protection et la conservation des eaux souterraines » en qualité d'EPTB de nappe afin de faciliter l'exercice

<sup>6</sup> Code Général des Collectivités Territoriales

opérationnel de la compétence au quotidien, de rendre plus lisible et légitime les actions entreprises et de faciliter la prise en compte des politiques locales de l'eau au sein des autres politiques (exemple du SMEGREG en Gironde).

**VU** la Directive Cadre sur l'eau N°2000/60 du 23 octobre 2000,

**VU** le SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 et ses orientations fondamentales 0, 1, 2, 4, 5 et 7,

**VU** la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014,

**VU** la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République 8 août 2015,

**VU** les articles L 221-1 à L211-7 du Code de l'environnement,

**VU** les articles L 2224-7 et L 2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les statuts du SYMCRAU et les missions qui lui ont été confiées,

**CONSIDERANT** le projet de Stratégie d'Organisation des Compétences Locales sur l'Eau du bassin Rhône Méditerranée de juillet 2017,

**VU** le courrier de saisine des collectivités et établissements publics par le Préfet Coordinateur de bassin en date du 12 juillet 2017,

**CONSIDERANT** l'analyse consignée dans l'avis détaillé ci-joint du SYMCRAU,

### LE COMITE

**OUI** l'exposé de M. le Président,

**APRES** en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE** des membres présents,

**POINTE** les carences législatives à l'échelle nationale en matière de gestion des eaux souterraines,

**APPELLE** une évolution législative comprenant : la création d'une compétence obligatoire GIREs (Gestion Intégrée des Ressources en Eau Souterraines) exercée à l'échelle locale, la définition de moyens dédiés par l'élargissement de la taxe GEMAPI à cette compétence GIREs, la reconnaissance des gestionnaires exerçant cette compétence par la clarification et l'homogénéisation du label « EPTB de nappe » ou l'élargissement des « EPAGE »,

**DEMANDE** les modifications et compléments au projet de SOCLE visés ci-dessus parmi lesquels, notamment, l'ajout d'un chapitre spécifique sur les « recommandations spécifiques à la « Protection et la conservation des eaux souterraines » » et la reconnaissance des gestionnaires exerçant la compétence « Protection et la conservation des eaux souterraines » en qualité d'EPTB de nappe,

**APPROUVE** l'avis intégral ci-joint du SYMCRAU sur le projet de Stratégie d'Organisation des Compétences Locales sur l'Eau du bassin Rhône Méditerranée,

**AUTORISE** le Président à signer les pièces nécessaires,

**AINSI** fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

Le Président du Syndicat Mixte de gestion  
de la nappe phréatique de la Crau,

Louis MICHEL



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

## **AVIS DU SYMCRAU SUR LA SOCLE DE BASSIN Rhône-Méditerranée**

Les lois de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (Loi MAPTAM du 27/01/2014) et de Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe du 8/08/2015) favorise la spécification de chaque catégorie de collectivités et refonde l'ensemble des prérogatives des collectivités entraînant dans le domaine de l'eau deux réformes majeures explicitées ci-après.

Dans ce contexte et pour accompagner les collectivités dans leur structuration, l'association des Maires de France a souhaité qu'une Stratégie d'Organisation des Compétences Locales sur l'Eau soit définie à l'échelle de chaque grand bassin hydrographique. Dans ce cadre, le SYMCRAU a été sollicité pour donner son avis sur la SOCLE du Bassin Rhône Méditerranée.

L'avis sur cette SOCLE ci-joint détaille la progression apportée par les réformes consécutives aux lois NOTRe et MAPTAM dans la politique publique de l'eau de manière générale en France, pointe les carences législatives encore existantes dont en particulier la gestion des ressources en eaux souterraines. Le point de vue du SYMCRAU formule également des propositions visant une évolution législative à moyen terme et un complément de la Stratégie d'Organisation des Compétences Locales sur l'Eau du Bassin Rhône Méditerranée à court terme.

### **1) Des carences à l'échelle nationale à combler par une évolution législative : des propositions pour le moyen terme**

Partie répondant à la question : « Vos Remarques Générales sur la Réforme ? : Souhaitez-vous faire part des difficultés particulières relative à la mise en œuvre des réformes sur la GEMAPI, l'eau potable, l'assainissement ou autres ? La réforme vous semble-t-elle utile, intéressante, complexe, ...etc. Vos remarques consignées ici pourront faire évoluer le projet de SOCLE Rhône-Méditerranée, mais elles seront également remontées à l'échelle nationale (compétente pour définir et amender les réformes) »

#### **1.1 Contexte historique**

La politique de l'eau en France s'est organisée à partir de la première loi sur l'eau en 1964. Depuis, elle n'a cessé d'être modernisée et complétée afin de répondre **aux enjeux fondamentaux que sont l'accès à l'eau potable pour tous, la prévention des risques, la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques ainsi que la prévention des pollutions**. La gestion de l'eau actuelle est basée à la fois sur la législation française et sur des directives européennes spécifiques. L'organisation de la politique de l'eau déployée sur les territoires depuis plus de 50 ans en France est souvent citée en exemple à l'international pour **l'approche intégrée, coordonnée à l'échelle du bassin versant et le plus souvent concertée**.

Pour cela **les territoires se sont organisés** avec d'une part, de manière systématique, des services à l'échelle communale ou intercommunale pour assurer l'adduction en eau potable et l'assainissement des eaux usées ou autrement dit la gestion du « **petit cycle de l'eau** ». D'autre part, l'échelon local s'est souvent doté de capacités d'expertise technique et d'une gouvernance, les syndicats de bassins versants, pour déployer à l'échelle locale la politique nationale sur le grand cycle de l'eau et les SDAGEs, par l'élaboration de SAGE et de contrats de milieux, soutenus par des instruments économiques d'incitation (Agences de l'Eau). Ces structures locales, dont la création sous forme de Syndicats a commencé dans les années 70, ont en grande partie été initiées autour de problématiques liées à la gestion des inondations et en tout cas très souvent en lien avec la gestion des eaux de surface (les syndicats de rivières).

Dans les **années 80-90, des problèmes de ressources se font sentir** (pollution, conflits d'usages liés aux effets de l'agriculture intensive, à l'essor industriel et démographique d'après-guerre, développement du tourisme littoral de masse) et **des syndicats axés sur la gestion des ressources en eau souterraines** voient le jour. Encore largement marginales dans le paysage des gestionnaires, **ces structures assurent des missions indispensables** pour la préservation des ressources locales, en amont de l'alimentation en



eau potable des populations et des activités, mais aussi de préservation de leur potentiel pour les générations futures.

**La présente note relève la progression apportée par les réformes consécutives aux lois NOTRe et MAPTAM dans la politique publique de l'eau de manière générale en France et pointe les carences encore existantes en la matière comme notamment dans le domaine de la gestion des ressources en eaux souterraines.**

## **1.2 La progression apportée par les réformes consécutives aux lois NOTRe et MAPTAM dans la politique publique de l'eau**

**Les réformes engendrées par les lois NOTRe et MAPTAM dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques marquent une avancée majeure en la plaçant de manière transversale au cœur des politiques publiques, en créant le débat et en dotant certains gestionnaires de moyens financiers et d'une reconnaissance institutionnelle.**

La création d'une **compétence obligatoire et exclusive rattachée à l'échelon local (EPCI-FP)** pour la Gestion des milieux aquatiques et la Protection des Inondations (GEMAPI) permet de solutionner la problématique des cours d'eau orphelins, de rapprocher la gestion des cours d'eau à la prévention contre les inondations et de renforcer le lien entre gestion des milieux aquatiques et aménagement du territoire. **La mise en œuvre de cette nouvelle compétence s'accompagne de moyens pour garantir l'efficacité du dispositif :**

- **Un levier financier avec la création d'une taxe facultative affectée** dont l'instauration et le niveau est défini par les EPCI à fiscalité propre. Il s'agit donc bien d'un choix à l'échelle locale même si la notion d'adéquation entre le périmètre administratif et le périmètre hydrographique se pose ici (notion de bassin versant)
- **Une reconnaissance institutionnelle** renouvelée à travers le renforcement du rôle des **EPAGE et EPTB** apportant à la fois une meilleure lisibilité sur les territoires et pour les partenaires institutionnels et financiers, mais aussi en apportant un cadre législatif facilitant la prise en compte des avis des gestionnaires sur les plans, programmes et projets.

L'homogénéisation de l'exercice de la compétence **« alimentation en eau potable et assainissement » par les EPCI FP** doit permettre à la fois de renforcer le lien entre Aménagement du territoire, gestion du pluvial urbain, gestion des eaux usées et GEMAPI, mais aussi de dégager des marges de manœuvre par mutualisation pour mettre en œuvre une gestion patrimoniale des services.

## **1.3 Oui mais...encore des carences sur les autres compétences de l'eau**

Bien que ces réformes marquent un réel progrès, la GEMAPI ne concerne que 4 alinéa sur les 12 de l'article L211-7 CE qui définit les compétences que peuvent exercer les collectivités territoriales et leurs groupements dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques. Ainsi, certaines compétences pourtant fondamentales telles que la « Conservation et la protection des ressources en eau superficielle et souterraine » (alinéa 7 L211-7 CE) demeurent des compétences facultatives et partagées. Or, des thématiques reconnues prioritaires dans les SDAGEs entre dans ce cadre : la gestion quantitative (EVP, PGRE), la préservation des ressources stratégiques et la lutte contre les pollutions diffuses (cf définition des compétences sur l'eau dans l'annexe à la note du Ministre de l'environnement et du Ministre de l'Aménagement en date du 7 novembre 2016 relative à la SOCLE).

En France, 648 masses d'eau souterraines alimentent près de 70% du volume d'eau potable consommé chaque année ce qui représente 96% des points de captages. Près de 33% des masses d'eau souterraines sont en mauvais état chimique et 10% en mauvais état quantitatif. Seulement la moitié des aquifères dit « stratégiques pour l'alimentation en eau potable » font l'objet d'une étude et de la délimitation de zones de sauvegarde et seulement quelques-uns font l'objet d'un travail d'animation pour la mise en œuvre de mesures de préservation concrètes et opérationnelles.

**Malgré les enjeux prioritaires que revêt la préservation du potentiel des ressources souterraines en France pour l'alimentation en eau potable des populations et le maintien des activités économiques sur les territoires, la gestion des aquifères est régulièrement reléguée au second plan par oubli de moyens, de reconnaissance et d'outils réglementaires dans la politique nationale de l'eau.**



En effet, les réformes consécutives aux lois NOTRe et MAPTAM laissent la faculté d'exercer ou non les compétences de gestion des eaux souterraines et plus largement de gestion de la ressource en eau (alinéas 7 de l'article L211-7 du CE), à l'appréciation des politiques locales **sans cadre commun, sans moyens, sans reconnaissance et sans désigner qui en est responsable**. De fait, bien que régulièrement affichée comme prioritaire, en témoigne le programme d'actions conjoint annoncé en août 2017 par le Ministre de la Transition écologique et solidaire ainsi que le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, la mise en œuvre concrète de la gestion intégrée des ressources en eau progresse peu et les territoires sont traités de manière hétérogène. En outre, les compétences ci-dessus évoquées sont dites « partagées » c'est-à-dire qu'elles peuvent être exercées à toutes les échelles laissant un sentiment de non responsabilité.

**Quelques territoires se sont organisés pour exercer ces compétences de gestion intégrée des eaux souterraines** à travers des syndicats mixtes dédiés, des syndicats de production d'eau potable ou de rivière ou encore à l'échelon départemental. Le décompte des syndicats mixtes dédiés est relativement aisé et rapide puisqu'il s'élève à moins de dix sur le territoire national. Pour les autres types de gestionnaires exerçant des compétences en matière de gestion des eaux souterraines mais dont l'objet principal est autre, aucun suivi n'est réalisé. Malgré l'absence de statistiques précises, on peut estimer à près de 50 le nombre de masses d'eau souterraines **faisant l'objet d'une gestion intégrée soit moins de 10% des masses d'eau souterraines en France**.

Les structures ayant engagé une politique volontaire de gestion des eaux souterraines sont régulièrement confrontées à des difficultés ci-après détaillées, de nature à limiter l'efficacité des politiques engagées et à en remettre en question la pérennité:

- Un **manque de reconnaissance institutionnelle** dans le cadre des autres politiques ayant un impact sur la gestion de la ressource, notamment en matière d'aménagement du territoire. Ceci alors que la question de la ressource en eau est fondamentale pour l'équilibre et le développement économique des territoires...
- **L'absence de moyens financiers dédiés** :
  - ✓ Freinant la mobilisation des élus locaux sur ces questions,
  - ✓ Limitant la capacité à constituer des équipes techniques suffisantes en nombre,
  - ✓ Soumettant le déploiement opérationnel des actions au calendrier électoral et à une vision financière à court terme pour bâtir une politique dont les efforts et les résultats doivent être appréhendés sur le long terme.

L'absence de moyen dédié entraîne nécessairement une vulnérabilité quant à la pérennité de l'exercice de cette compétence déjà facultative et partagée et donc, pose questions quant au bon usage des quelques deniers publics investis. Ce manque de visibilité financière entraîne également des embauches temporaires pour les agents et une précarisation des emplois.

- **Des carences réglementaires dans le déploiement des outils** : le cas des Etudes Ressources Stratégiques illustre parfaitement cette situation. Pour les aquifères dits « stratégiques », la délimitation des zones de sauvegarde par une étude ad hoc est rendue obligatoire par le SDAGE. Les zones de sauvegardes, une fois définies, prennent un caractère réglementaire dès lors de leur délimitation est intégrée dans un porté à connaissances de l'Etat ou dans le SDAGE. Néanmoins, les leviers réglementaires et incitatifs sont particulièrement minces pour mettre en œuvre des mesures opérationnelles de préservation (exemple : volet agricole, développement urbain, ...).

Ainsi, au vu des enjeux de préservation des usages de l'eau pour les populations actuelles et futures et pour atteindre les objectifs environnementaux fixés à l'échelle nationale ou des bassins en matière de gestion quantitative de la ressource, de lutte contre les pollutions, et d'adaptation au changement climatique, **des mesures doivent être prises afin de créer les conditions favorables à la mise en œuvre généralisée d'une gestion intégrée des eaux souterraines à l'échelle des bassins hydrogéologiques.**

Ces mesures pourraient être:

- ✓ La création d'une compétence obligatoire GIREs (Gestion Intégrée des Ressources en Eau Souterraines) et spécifique, qui rendrait l'exercice de l'alinéa 7 du L211-7 susmentionné obligatoire. Cette compétence serait affectée aux EPCI-FP et comprendrait à minima la gestion quantitative et qualitative des ressources
- ✓ Un label dédié aux gestionnaires exerçant cette compétence par la clarification et l'homogénéisation des « EPTB de nappe », l'élargissement des EPAGE ou la création d'un nouveau label spécifique ;
- ✓ La définition de moyens dédiés :
  - Soit par l'élargissement de la taxe GEMAPI à cette compétence GIREs pour former une taxe conjointe dont la mise en œuvre serait définie à l'échelle locale partitionnée entre la GEMAPI et la GIREs,
  - Soit par une dotation de l'Agence de l'eau identifiée réglementairement,
  - Soit par un autre système à imaginer

Il est à préciser que les moyens financiers à prévoir concernent des dépenses de fonctionnement dédiées principalement à : des études et des ressources humaines spécialisées (hydrogéologues), ainsi que des dépenses d'investissement liées à de l'acquisition de matériel et des travaux.

Ces moyens permettront alors :

- D'animer les politiques locales dans le cadre d'outils de planification et de programmation (SAGE, Contrats, ...),
- De déployer et suivre des réseaux de suivi,
- De connaître et préserver les ressources stratégiques
- D'établir des Plan de Gestion de la Ressource,
- De mettre en œuvre des politiques pédagogiques de sensibilisation et d'assurer la compatibilité des politiques publiques locales avec préservation des ressources en eau.

La hauteur des moyens financiers à mobiliser est relativement modeste au regard d'autres domaines de la gestion de l'eau (protection contre les inondations par exemple). Par ailleurs, ils sont à mettre en perspective avec les économies réalisées grâce à une politique préventive : maintien de ressources locales pour éviter des transferts d'eau coûteux, maintien de ressources de qualité pour éviter de supporter des coûts de traitement.

A l'échelle locale, la mutualisation d'une équipe d'ingénierie spécialisée permet également de consolider les plans et programmes d'aménagement du territoire sur le volet environnemental et ainsi d'assurer la pérennité des politiques en adéquation avec les exigences environnementales. La mise en œuvre de politique de l'eau représentant d'ores et déjà près de 442 400 emplois en France, la généralisation de la compétence GIREs est un levier certain de création d'emplois.

**Ces mesures devront respecter des principes généraux afin de conserver les organisations et gouvernances déjà en place et garantir l'efficacité et de la structuration de celles futures :**

- ✓ Mettre en œuvre une gestion intégrée par périmètre hydrogéologiquement cohérent (et non par périmètre administratif),
- ✓ Adapter le mode gouvernance au contexte institutionnel local : la compétence « Protection et la conservation des eaux souterraines » peut être mise en œuvre par un Syndicat dédié, par un syndicat de rivière, par un syndicat d'eau potable ou encore par un EPCI-FP ou tout autre établissement public dont la réglementation et les statuts le permettent à condition que son périmètre administratif recouvre un périmètre hydrogéologiquement cohérent.
- ✓ Associer l'ensemble des acteurs concernés par la gestion de la ressource en eau

- 2) A court terme, compléter la SOCLE de bassin pour atteindre les objectifs sanitaires et environnementaux fixés dans le SDAGE

## 2.1 Partie répondant à la question : « Votre appréciation générale du document SOCLE ? »

**« Le projet de SOCLE Rhône-Méditerranée, vous paraît-il globalement répondre aux enjeux d'accompagnement des réformes ? Correspond-il globalement à vos attentes ? Souhaitez-vous faire part de propositions générales pour améliorer le document afin qu'il réponde au mieux aux besoins des collectivités ? »**

Le projet de SOCLE Rhône-Méditerranée, en l'état actuel, se concentre sur la compétence GEMAPI et la compétence eau potable et assainissement qualifiées d'« enjeux principaux pour les trois prochaines années ».

Au vu des enjeux ci-dessus évoqués que revêt la gestion des ressources en eau, de l'urgence à agir relayée par les grands objectifs définis dans les SDAGE et du titre de l'exercice « Stratégie d'Organisation des Compétences Locales sur l'Eau », nous proposons que l'ensemble des alinéas de l'article L211-7 CE soient analysés avec à minima un focus sur l'alinéa 7.

Outre ces éléments de fond, les points suivants du projet de SOCLE ont été particulièrement appréciés :

- La clarté et la forme synthétique du document
- Les nombreux compléments d'informations cités dans les encadrés
- L'exhaustivité des annexes
- Les outils règlementaires concrets apportés en matière de coopération intercommunale (p29 et 31 notamment)
- Le renforcement du lien entre compétences de l'eau et de l'Aménagement clairement détaillé

## 2.1 Partie répondant à la question : « Vos remarques générales sur l'état des lieux (partie1) et son atlas cartographique ? »

**« L'état des lieux de la SOCLE vous semble-t-il globalement pertinent ? Le niveau d'information de l'état des lieux et des cartes annexées vous semble-t-il suffisamment précis ? Identifiez-vous des manques que vous souhaiteriez voir comblés en matière d'état des lieux ? »**

Le chapitre 2.2.1 « En quoi consistent les compétences eau potable et assainissement ? », rappelle la définition réglementaire des compétences « eau potable » et « assainissement » (eaux usées et eaux pluviales urbaines). Les compétences qui entrent dans le champ de l'eau potable sont définies par les articles L2224-7 et L2224-7-1 du CGCT.

Le second tiret du paragraphe « eau potable » mentionne la mission suivante : « assurer la protection des points de prélèvement, et notamment à ce titre, coordonner les actions relatives aux 269 captages prioritaires du Bassin-Rhône Méditerranée et participer à la protection des « zones de sauvegarde » au sein des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable. ». Or, sur ce point l'article L. 2224-7 parle de « protection du point de captage » alors que la définition et la préservation des zones de sauvegarde vise la gestion intégrée d'une ressource à des fins de maintien et de préservation du potentiel d'alimentation en eau potable d'un aquifère à court, moyen et long terme. La définition et la préservation des zones de sauvegarde nécessite une vision globale de l'aquifère pour appréhender l'ensemble des problématiques et des risques sur le plan quantitatif et qualitatif. **L'exercice de cette mission doit donc se baser sur un périmètre hydrogéologiquement cohérent et non sur un périmètre administratif. Ainsi, le travail à mener sur les zones de sauvegarde, bien qu'il puisse être conduit en étroite collaboration avec les services d'eau potable, relève de l'alinéa 7 de l'article L211-7 CE.**

L'annexe à la note du Ministre de l'environnement et du Ministre de l'Aménagement en date du 7 novembre 2016 relative à la SOCLE (annexé en 5.6 du présent projet de SOCLE) et visant à expliciter précisément les missions qui entrent dans le champ de chacune des compétences sur l'eau vient clairement corroborer cette analyse : « **Les actions en faveur des « zones de protection de la ressource » actuelle ou future** » n'entre pas dans le cadre de la compétence eau potable mais bien dans le champ de l'alinéa 7 « **La Protection et la conservation des ressources en eaux superficielles et souterraines** » de l'article L211-7 CE. Le SYMCRAU demande que le projet de SOCLE soit corrigé sur ce point.



La préservation des ressources stratégiques est un enjeu prioritaire pour l'alimentation en eau potable, en témoigne le SDAGE et la page 10 du projet de SOCLE : « la préservation sous l'angle qualitatif et quantitatif d'une centaine de masses d'eau stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future (au sein desquelles il est nécessaire de délimiter des « zones de sauvegarde » pour mettre en œuvre des mesures de préservation »).

**Cette stratégie doit donc nécessairement inclure un chapitre relatif à la mise en œuvre de la compétence de l'alinéa 7 susmentionné au sein duquel pourra être replacé l'enjeu de préservation des ressources stratégiques notamment.**

La SOCLE devra également prendre en compte toutes les limites de l'exercice de cette compétence dans les conditions de la réglementation actuelle évoquées en première partie de la présente note (compétence facultative et partagée) et proposer des mesures d'incitation. La prise en compte au stage de cette SOCLE constituerait un premier signal fort.

## **2.2 Partie répondant à la question : « Vos remarques générales sur les recommandations (partie 2) »**

**« Les recommandations de la SOCLE vous semblent-elles globalement pertinentes ? Identifiez-vous des manques que vous souhaiteriez voir comblés ? Souhaitez-vous proposer des recommandations complémentaires ? Certaines recommandations vous semblent-elles inappropriées ?**

Concernant le rapprochement entre politique de l'eau et de l'Aménagement évoqué au chapitre 3.1.4, **un travail d'inventaire des outils réglementaires existants, permettant de faire le lien transversal entre les deux politiques et intégré à la SOCLE, rendrait la recommandation plus opérationnelle** (comme pour les outils de coopération intercommunale précédemment cités).

**Pour faire suite aux remarques formulées précédemment, nous proposons d'introduire, dans la partie des recommandations un chapitre 3.4 sur les « recommandations spécifiques à la « Protection et la conservation des eaux souterraines » au sein duquel pourrait être notamment traité les ressources stratégiques, la gestion quantitative, la lutte contre les pollutions, ...**

Ceci permettrait d'enrichir la SOCLE et de faciliter la prise en compte de la recommandation du 3.1.1 pour les stratégies locales « de traiter l'ensemble des enjeux de l'eau dans un même temps lorsque cela est possible, avec un focus particulier sur les compétences GEMAPI, eau potable et assainissement ».

Sans cette prise en compte de l'ensemble des enjeux de l'eau dès la stratégie de bassin, les stratégies locales, contraintes par un calendrier serré risquent de se limiter à la GEMAPI, l'eau potable et l'assainissement, ce que nous constatons déjà sur les territoires. Ceci, sans aucune contrainte ni incitation à réviser les stratégies locales en vue d'un élargissement des sujets aux autres enjeux de l'eau.

**Ainsi, le traitement détaillé de la compétence « Protection et la conservation des eaux souterraines » dans la SOCLE constitue un véritable enjeu pour la prise en main progressive de cette compétence à l'échelle locale et par conséquent l'atteinte des objectifs environnementaux en la matière.**

Les recommandations pour l'exercice de la compétence « Protection et la conservation des eaux souterraines » devront traiter de la question de la gouvernance. Celle-ci doit permettre de respecter les principes suivants :

- **Mettre en œuvre une gestion intégrée par périmètre hydrogéologiquement cohérent** (et non par périmètre administratif),
- **Adapter le mode gouvernance au contexte institutionnel local** : la compétence « Protection et la conservation des eaux souterraines » peut être mise en œuvre par un Syndicat dédié, par un syndicat de rivière, par un syndicat d'eau potable ou encore par un EPCI-FP ou tout autre établissement public dont la réglementation et les statuts le permettent à condition que son périmètre administratif recouvre un périmètre hydrogéologiquement cohérent.
- **Associer l'ensemble des acteurs concernés** par la gestion de la ressource en eau.

**Enfin, la SOCLE pourrait également promouvoir la reconnaissance des gestionnaires exerçant la compétence « Protection et la conservation des eaux souterraines » en qualité d'EPTB de nappe** afin de faciliter l'exercice opérationnel de la compétence au quotidien, de rendre plus lisible et légitime les actions entreprises et de faciliter la prise en compte des politiques locales de l'eau au sein des autres politiques. **La législation reconnaît la notion « d'EPTB pour la préservation d'une masse d'eau souterraine (R 213-49-I CE).**

L'exemple du SMEGREG sur les nappes profondes de la Gironde en témoigne. Il a été reconnu EPTB de nappe en 2015 suite à une demande jugée recevable par le Préfet coordinateur du bassin Adour Garonne (CF note de la DREAL Midi-Pyrénées relative à la demande de reconnaissance EPTB du SMEGREG)

**Comptant sur la prise en compte des observations ci-dessus exposées afin de compléter ce projet de SOCLE, les services du SYMCRAU demeurent disponibles pour tout complément d'information.**